

La valeur des mots ou l'alphabétisme des adultes

France Bouthillier

Volume 45, Number 1, January–March 1999

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1032772ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1032772ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (print)

2291-8949 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Bouthillier, F. (1999). La valeur des mots ou l'alphabétisme des adultes. *Documentation et bibliothèques*, 45(1), 3–4. <https://doi.org/10.7202/1032772ar>

Tous droits réservés © Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED), 1999

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

La valeur des mots ou l'alphabétisme des adultes

Alors que dans certains milieux, plusieurs tentent de définir la valeur de l'information, on a tendance à assumer que la valeur des mots ou que l'alphabétisme ne sont plus à démontrer. Si l'on entend souvent l'énoncé stipulant qu'une société démocratique ne peut exister qu'à la condition que ses citoyens soient informés et qu'ils sachent décoder l'information mise à leur disposition, le lien entre l'alphabétisme et la sécurité économique soulève moins de passion. Dans les sociétés industrialisées transformées en économie du savoir, la difficulté de lecture chez les adultes est davantage perçue comme un problème marginal, affectant une minorité de personnes. Pourtant, les transformations économiques et technologiques exacerbent l'importance pour l'ensemble des individus de s'adapter aux nouvelles exigences du marché du travail, et leurs capacités de lecture sont grandement mises en jeu. Problème davantage associé aux pays en voie de développement, la question de l'alphabétisme et de l'adaptabilité à la nouvelle économie est aussi de première importance au Canada.

C'est ce que nous rappelle une récente étude réalisée par Vivian Shalla et Grant Schellenberg du Centre de statistiques internationales du Conseil canadien de développement social (v. Shalla et G. Schellenberg, 1998. *La valeur des mots: alphabétisme et sécurité économique au Canada*. Ottawa: Statistique Canada. 78 p. ISBN 0-660-95995-X). Le rapport, publié en collaboration avec le Secrétariat national à l'alphabétisation de Développement des ressources humaines, utilise les données canadiennes provenant de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes réalisée en 1994 à laquelle sept pays ont participé, dont le Canada. Pour guider le développement d'une politique gouvernementale, les auteurs étaient tenus d'examiner le lien entre la capacités de lecture et le statut économique. L'alphabétisme y est décrit «comme étant la capacité de comprendre et d'utiliser les imprimés et

l'information écrite pour fonctionner dans la société». Trois catégories de capacités de lecture ont été mesurées: compréhension de textes suivis (aptitude à comprendre et à utiliser des textes tels que des reportages et des éditoriaux), compréhension de textes schématiques (aptitude à repérer et à utiliser l'information contenue dans les documents tels que des demandes d'emploi, cartes routières, tableaux) et compréhension de textes à caractère quantitatif (aptitude à exécuter des opérations arithmétiques). A partir de ces catégories, les répondants ont été classés en cinq niveaux (le niveau 1 étant le plus bas et le niveau 5 le plus haut).

Les résultats révèlent clairement qu'il existe une relation entre l'alphabétisme et le statut économique des individus. On apprend que 67% des adultes ayant de faibles capacités (niveau 1) en matière de compréhension de textes suivis ont un revenu inférieur à 20 000\$ alors que 65% des adultes classés aux niveaux 4 et 5 ont un revenu supérieur à 20 000\$ (p.19). Sans grande surprise, on peut également lire que lorsque l'on tient compte du sexe, les données indiquent que les femmes ont un revenu presque deux fois plus faible que celui des hommes à chaque niveau de capacité de lecture. Par exemple, les hommes classés au niveau 1 avaient un revenu moyen de 19 800\$ alors que les revenus des femmes s'élevaient à 10 900\$ (p. 21). Autrement dit, les femmes aux capacités de lecture limitées sont davantage pénalisées au niveau économique que les hommes ayant des aptitudes semblables. On comprend que l'alphabétisme n'est pas le seul facteur expliquant les différences de revenu. Pour les femmes, posséder une capacité de lecture élevée n'est pas une condition suffisante pour améliorer leur sort dans une société où existent des inégalités d'accès au marché du travail et aux emplois bien rémunérés. Il n'en reste pas moins, et l'étude nous le démontre, que les personnes ayant des difficultés de lecture sont vulnérables sur le plan économique et risquent davantage

de se retrouver en chômage et de vivre dans des ménages à faible revenu.

Le rapport nous apprend aussi que, contrairement à ce que l'on pourrait croire, le matériel de lecture est presque autant présent dans les ménages à faible revenu que dans les autres ménages. La présence de dictionnaires, de journaux, de livres a été notée dans les deux groupes. De plus, les enfants des deux types de ménages obtiennent leurs livres relativement des mêmes sources: bibliothèque scolaire, achats par les parents et bibliothèque publique. Peu importe le type de ménage, les parents ont tendance à utiliser une bibliothèque publique au moins une fois par mois, mais un très grand nombre dans les deux groupes ne fréquente pas ce genre d'institution (p.49). Cependant, on enregistre des différences considérables en ce qui concerne les habitudes de lecture des enfants des deux types de ménages. Ces données fragmentaires signalent que la disponibilité de ressources (matériel de lecture, bibliothèques) n'est pas l'unique facteur déterminant le développement d'habitudes de lecture. Toutefois, les résultats de l'enquête ne permettent pas de tirer de conclusions en ce qui concerne l'impact du milieu familial ou scolaire.

Il s'agit donc d'une étude intéressante et pertinente dans un contexte où l'utilisation de l'information pour fonctionner dans la société est sans cesse plus considérable. L'économie du savoir fait ressortir ainsi un besoin accru d'améliorer les capacités de lecture des individus pour que leur sécurité économique soit assurée, du moins en partie.

Si les mots ont une valeur économique, ils sont d'abord porteurs de sens. La valeur des mots prend donc tout son sens dans les textes qui suivent. Johanne Charbonneau, lauréate du Prix Paul-Aimé Martin, nous livre les résultats d'une recherche sur la nature des liens hypertextuels que l'on retrouve de plus en plus dans les journaux électroniques. Ce phénomène mérite un examen critique, car la

prolifération de tels liens ne se fait pas sans soulever des ambiguïtés en ce qui concerne leur signification. Par ailleurs, James Turner et Jean-François Roulier nous fournissent les résultats d'une étude portant sur la description d'images fixes et en mouvement par des anglophones et francophones au Québec. Ils cherchent ainsi à savoir s'il existe des différences culturelles dans l'utilisation des mots pour décrire des images, et à dégager des conclusions sur les possibilités d'indexation automatisée. Enfin, Isabelle Crépeau examine l'évolution de la législation des bibliothèques publiques au Québec. Son texte se termine en soulignant que le Québec s'est doté d'une politique de la lecture tout récemment, comme si on venait de découvrir la valeur des mots. Il reste à souhaiter que les résultats concrets suivant l'application de cette politique ne se feront pas trop attendre.

Entre-temps, bonne lecture!

France Bouthillier

La collection Gestion documentaire en mode graphique

de **COBA**

COBA Documents

Pour la gestion des documents actifs, semi-actifs, inactifs, le plan de classification et le calendrier de conservation de tous types d'organismes.

COBA Centre de préarchivage

Pour la gestion de boîtes de classement en entrepôt et leur contenu.

COBA Bibliothèque

Solution intégrée : modules de catalogage, de recherche, d'impression de rapports, gestion des périodiques, gestion des prêts, etc.

COBA
LOGICIELS DE GESTION

955, rue Bergar
Laval (Québec) H7L 4Z6
Téléphone : (514) 334-8466
Télécopieur : (450) 629-1981
Internet : <http://www.coba.net>